

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

les enjeux
technologiques
(voir pages 6 et 7)

la politique de mitterrand : l'analyse du compte de paris

M 2242 - 363 - 5 F

DU 1er JUILLET AU 14 JUILLET 1982 - 12ème année - N° 363 - 5 F



la force tranquille à l'épreuve



«Alors, vous êtes contents ? Deux dévaluations en un an ! Voilà le bilan de la politique irresponsable de la gauche ! Et vous osez rester favorables à ce régime qui nous conduit à la faillite ?»

Tel est le langage tenu par la droite, depuis l'annonce de la dévaluation. Bien sûr, MM. Chirac et Barre sont innocents : ils constatent que ça ne va pas et le disent, les belles âmes ! Et ceux qui osent avancer que nous payons sept années de gestion catastrophique et ensuite la politique libérale qu'ils défendent sont immédiatement récusés.

Pourtant c'est vrai : la France paie la note du libéralisme économique, parce qu'elle reste prisonnière de ce système sur le plan international : les mouvements brutaux du dollar, qui nous coûtent si cher depuis si longtemps, sont la conséquence de l'abandon du Gold Exchange standard. Comme les monnaies sont désormais soumises à la loi de l'offre et de la demande, il faut s'attendre à tout et à n'importe quoi. Et n'est-ce pas

M. Giscard d'Estaing qui a accepté la nouvelle politique monétaire américaine ?

Certes, tous nos maux ne viennent pas de l'extérieur et il est vrai que notre pays connaît un taux d'inflation trop élevé (pas seulement depuis le 10 mai 1981) qui nous pénalise par rapport aux pays qui ont réussi à juguler le mal. Il est vrai également que, jusqu'à présent, les efforts du gouvernement sont restés modestes - celui-ci préférant donner la priorité à la relance de la consommation et à la lutte contre le chômage. Et les belles âmes de nous expliquer qu'il n'est pas possible de faire une politique économique différente de celle de nos partenaires. Mais la droite oublie que la politique libérale s'accompagne de déséquilibres budgétaires considérables - ce qui n'est pas orthodoxe

du tout - et sacrifie allègrement la défense de l'emploi. Elle oublie aussi que cette politique n'est que le paravent d'un impérialisme agressif...

Cela signifie-t-il que le gouvernement socialiste a bien mené sa barque au milieu des tempêtes monétaires et commerciales ? Il

semble en fait avoir manqué d'audace et de cohérence : une politique de relance était possible, mais seulement dans le cadre d'une économie protégée ; or le gouvernement n'a pas osé briser le tabou nommé «protectionnisme» - pourtant pratiqué par nos partenaires «libéraux». Dès lors la relance ne pouvait que favoriser les importations. Demeurant soumis à la loi du libéralisme, le gouvernement ne peut prendre que des mesures limitées : ainsi le blocage des prix et des salaires qui accompagne la dévaluation. Une expérience constante montre que ces mesures ne s'attaquent qu'aux conséquences de l'inflation, et non à ses causes structurelles. Aussi la levée du blocage provoquera-t-elle inmanquablement une nouvelle flambée des prix.

La lutte contre l'inflation exige un réaménagement des circuits commerciaux, une lutte contre la contagion des hausses qui se transmet d'un groupe social à l'autre. Ce qui pose donc la question du consensus social et celle de l'indépendance de l'Etat à l'égard des groupes de pression. C'est dire combien nous avons besoin d'une «force tranquille». Nous allons voir maintenant si cette force est une réalité, ou un simple slogan électoral.

Sylvie FERNOY

cgt : le repli sur soi

Le 41ème congrès de la CGT qui s'est tenu du 14 au 19 juin à Lille a vu l'élection d'Henri Krasucki comme secrétaire général.

Alors que, lors du congrès de la C.F.D.T. la continuité a prévalu ainsi que des positions novatrices et une ouverture d'esprit c'est un repli sur soi, sur les certitudes dont elle est détentrice qui a eu lieu au congrès de la C.G.T. tant les dissensions internes sont nombreuses et graves. En effet certains membres dirigeants auraient voulu une démocratisation c'est-à-dire au moins un net aménagement du centralisme démocratique qui veut que la tendance emportant 51% des voix obtienne tous les mandats représentatifs.

De plus, certaines prises de positions politiques de la direction : l'approbation de l'invasion de l'Afghanistan et du coup d'Etat de Jaruzelski en Pologne avaient été vivement contestées sans pouvoir être modifiées, ainsi que l'alignement de la C.G.T. sur le P.C.

Les rares orateurs qui ont pu exprimer leurs divergences d'avec la direction confédérale ont été hués, sifflés. Toujours en raison du centralisme démocratique il n'est guère possible pour les minoritaires de s'exprimer dans la presse confédérale, d'ailleurs les contestataires du journal féminin «Antoinette» se sont vu licenciés comme par un patron pur et dur.

Tous les doutes, les critiques et les reproches ont été escortés par quelques phrases, ainsi que la réalité de la crise économique, de la crise du syndicalisme qui se traduit pas une sévère perte d'audience telle que le montrent les élections professionnelles.

Ainsi ira la C.G.T., il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir !

Philippe LABARRIERE

demande de documentation

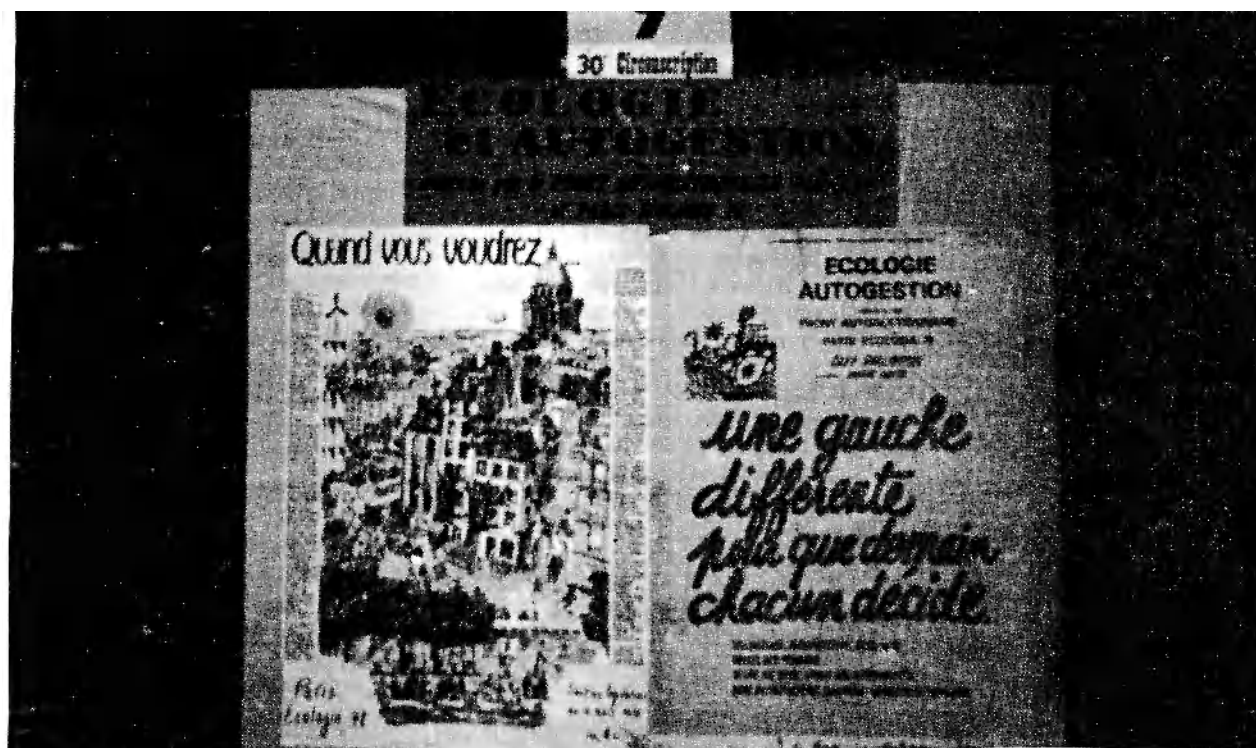
Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS



où sont passés les écologistes ?

Révisions, reclassements, rapprochements, le mouvement écologiste s'emploie à affirmer, contre vents et marées, une difficile existence politique.

« Les écologistes semblent aujourd'hui absents de la scène politique en tant qu'acteurs : ni déclarations, ni prises de position marquantes. Les diverses organisations officielles, comme le M.E.P. et la Confédération Ecologiste, ont brillé par leur absence politique. » L'appréciation sans complaisance provient du mensuel « Ecologie » (15 mai 82). Comment le cinquième courant politique français a-t-il pu quasiment disparaître ?

Effluve de Mai, l'écologie apparaît au sein de l'hebdomadaire « Hara-kiri » (futur « Charlie hebdo »), fondé en février 1969. Un quateron de gauchistes, certes, mais qui vomissent de bon cœur les calculs perfides de la gauche établie et fuient comme la peste les pitreries sectaires de l'extrême-gauche. Chaque numéro inaugure de surprenantes nouveautés : Reiser parle énergie solaire, Cabu explore les communautés, Gédé pourfend l'urbanisation, Isabelle Cabut dénonce le casernement laïc, unique et obligatoire, Fournier utilise avant tous le mot « écologie ». Excusez du peu. Ce noyau si prometteur, dont Isabelle Cabut, soutient qu'il aurait pu se transformer en « Mouvement alternatif français » (1), sera sans lendemain. En partie parce qu'apparaissent « Actuel » et « Libération »,

politiquement plus déterminés. En partie parce que l'équipe fondatrice va se disperser. Naît alors « La Gueule ouverte », qui se situe délibérément à l'extrême-gauche, avec ce que ce parti-pris implique d'outrances, de violences et, en fin de compte, d'impasses. L'écologie radicale connaît cependant de beaux jours : René Dumont, aux présidentielles de 1974, réunit sur son pull-over rouge 300.000 voix et Creys-Malville mobilise contre le nucléaire. 1977 voit l'apogée de l'écologie ancrée résolument à gauche, avec l'appui de 500.000 électeurs aux municipales.

Ultime manifestation avant le déclin, dû à de nombreux facteurs : les feux de 1968 ont perdu de leur éclat, l'extrême-gauche se rabougrit et, surtout, la gauche parlementaire divisée récupère à son compte la cause écologiste.

L'écologie fait peau neuve : débarrassée des miasmes gauchistes, propre comme la mise de Brice Lalonde, convenablement aseptisée et suffisamment apolitique pour charmer jeunes gens de droite et pauvres égarés de gauche. Ajoutez à cela une élection sans signification profonde (les européennes de 1979) et nous obtenons un résultat mirobolant : 900.000 électeurs pour soutenir la liste Europe-Ecologie, conduite par Solange Fernex, soit un

électorat qui a triplé depuis 1974. Mais il ne s'agit que d'une fuite sur un thème à la mode pour un scrutin sans espoir. Preuve : aux présidentielles de 1981, B. Lalonde recouvre à peu près le score de René Dumont. Le dirigeant des Amis de la Terre se cantonnera à une campagne au ras des paquelettes. Les intentions proprement politiques sont rarissimes ou se limitent à des formules convenues. (2) Sans parler des manœuvres du C.D.S. pour l'investiture du candidat, complaisamment favorisées par Brice Lalonde dans son refus de se prononcer au second tour.

LES SUITES DU 10 MAI

Depuis le 10 mai 1981, l'écologie radicale se meurt doucement ; les manifestations de Chooz, Fessenheim et Golfech ne regroupent qu'une poignée d'agités en mal de violence. L'écologie apolitique n'a aucune influence sur l'actualité ; l'absence d'un réel débat sur l'énergie a marqué son impuissance. Néanmoins, le changement politique en cours oblige depuis quelques mois les écologistes à redéfinir leurs positions, jusqu'aux revirements les plus impressionnants. Ainsi, Brice Lalonde revient dans « Le Matin » (6 mai 82) sur des points cruciaux de son programme : il reconnaît désormais l'utilité des sous-marins nucléaires et refuse le neutralisme pacifiste amalgamant les deux impérialismes. Surprenant, lorsque l'on se rappelle que sa quatrième proposition électorale demandait l'abandon de la force de frappe nucléaire et le désarmement unilatéral. Sur le bilan d'un an de gestion socialiste, B. Lalonde ne s'encombre pas de distinguos : aucun

point ne retient son indulgence. Il avance même que « la gauche a perdu les 3% d'électeurs écologistes qui ont voté François Mitterrand le 10 mai dernier ». Jean-Claude Delarue, leader de S.O.S.-environnement, n'a pas ces réserves ; plutôt bienveillant envers l'ancien gouvernement, il rejoint maintenant la majorité : « les écologistes commettraient une erreur historique s'ils ne se mobilisaient pas autour d'un pouvoir qui échappe - pour la première fois depuis longtemps - à la domination des intérêts privés. Ils ont donc tout intérêt à travailler étroitement avec la gauche » (« L'Unité » 4 mai 82).

D'autre part, les écologistes tentent une laborieuse unification. En décembre 1981, le réseau des Amis de la Terre et la Fédération écologique du Midi créent la Confédération Ecologiste, embryon d'un regroupement qui se voudrait plus ambitieux, tandis que le M.E.P. s'engage à devenir un parti politique. Les réunions des deux principales instances écologistes durant la Pentecôte ont infirmé les évolutions précédentes. Le M.E.P. a frôlé la scission, devant le refus de son conseil national de transformer le mouvement en parti politique traditionnel. « Il faut faire une distinction entre l'écologie politique qui correspond à la création d'une nouvelle tendance politique et l'action écologiste de type syndical » explique la nouvelle présidente du M.E.P., Solange Fernex, au « Quotidien de Paris », en optant pour la seconde stratégie. Le R.A.T. n'a pas lui non plus, confirmé ses espoirs : la motion unitaire a été rejetée et l'attitude pour les municipales dépendra des opportunités.

Depuis une décennie, l'écologie s'est constamment heurtée à deux écueils, la radicalisation d'extrême-gauche et l'apolitisme illusoire. Il lui faut maintenant repenser son rapport à l'Etat et au politique, pour empêcher toute nouvelle impasse : l'écologie ne parviendra à s'imposer que si elle se situe foncièrement « ailleurs », au-delà de la bipolarité droite-gauche, et si ses militants adoptent un souci politique véritable. Mais ne sont-ce pas là deux attitudes indissociables ?

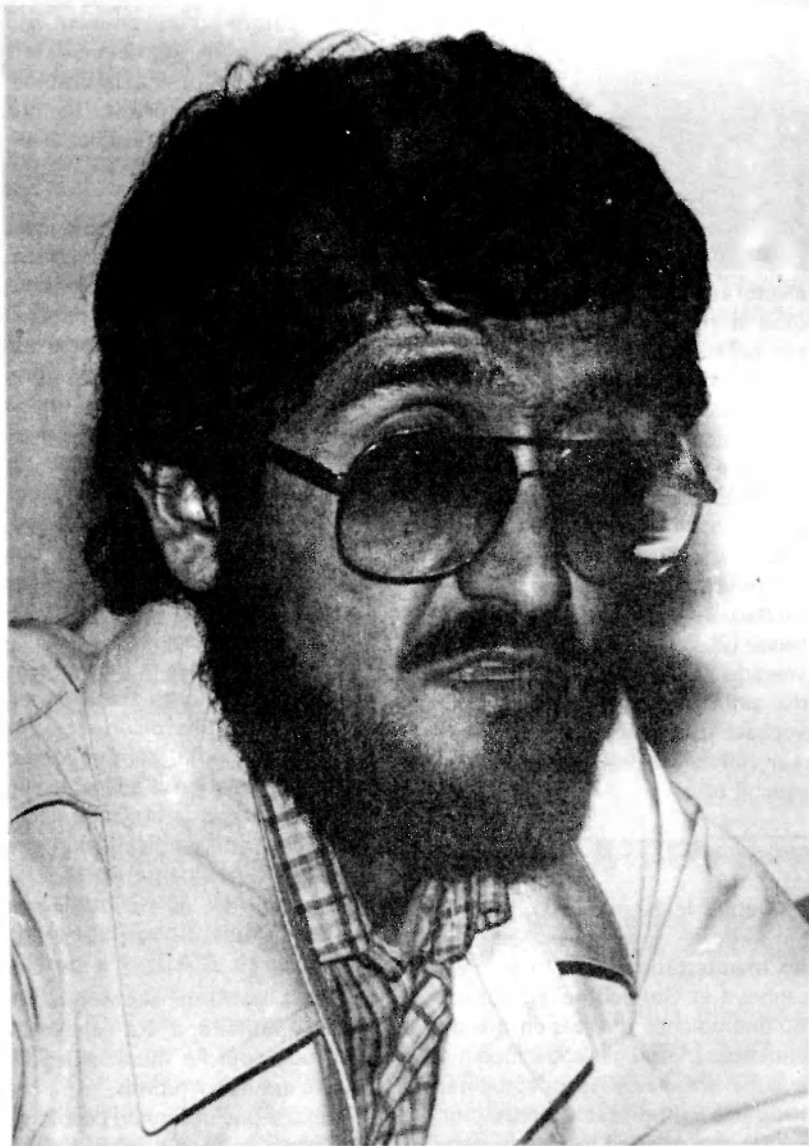
Emmanuel MOUSSET

(1) Article d'I. Cabut sur l'aventure de « Charlie hebdo » dans « Les Nouvelles littéraires » (7-14 janvier 82).

(2) Brice Lalonde - Sur la vague verte - (Albin Michel 1981).

de l'impérialisme soviétique... afghanistan : entretien avec a.mojaddedi

M.Mojaddedi est venu spécialement en France pour représenter l'alliance des Mujahiddins Afghans (qui regroupe cinq mouvements de résistance parmi les plus importants) au cours d'un colloque. Nous l'avons interrogé pour «Royaliste».



■ A. Mojaddedi

● **Royaliste** : Trois ans après l'invasion soviétique, où en est la résistance afghane ?

A. Mojaddedi : la résistance, dans le centre de l'Afghanistan, est très forte, et malgré les offensives des forces russo-afghanes qui ont encore fait près de 5000 morts depuis le début de juin notamment dans la vallée du Panahir (on estime à 500.000 le nombre de victimes depuis le début de la guerre), le gouvernement de Kaboul ne contrôle plus que les grandes villes. Des vallées entières sont libérées et se gouvernent démocratiquement. La résistance afghane s'est substituée à l'auto-

rité centrale sur la presque totalité du territoire. Cela suppose des besoins énormes car la résistance doit tout improviser : approvisionnement, éducation, santé, et bien entendu formation et encadrement des populations pour la guerre.

● **Royaliste** : Sur quelle aide internationale la résistance afghane peut-elle compter ?

A. Mojaddedi : Du point de vue humanitaire de nombreuses initiatives privées ont permis l'acheminement de denrées de première nécessité, de médicaments, et

Le 19 juin dernier, à Paris, un colloque sur les oppositions en URSS et dans les pays du glacis soviétique était organisé par l'Association pour la Russie Libre.* Il réunissait de très nombreuses personnalités, dont Raymond Aron, C. Castoriadis, F. Fejtö, etc., de nombreuses associations et plusieurs journaux. C'est grâce aux organisateurs de ce colloque que nous avons pu interroger M. Mojaddedi.

même d'équipes de médecins spécialement français jusqu'au cœur de l'Afghanistan. Nous apprécions beaucoup cette aide et nous avons beaucoup de gratitude notamment pour les Français qui ne nous oublient pas.

● **Royaliste** : Le gouvernement français a-t-il une action particulière en votre faveur ?

A. Mojaddedi : Du point de vue des Etats, des aides importantes ont également été fournies par l'intermédiaire du haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le comité international de la Croix-Rouge, aux Afghans réfugiés au Pakistan. Je ne saurais pourtant répondre précisément à votre question, car l'aide fournie pour le Pakistan l'est par la Communauté Economique Européenne. De plus cette aide ne concerne pas vraiment la résistance intérieure. J'ajoute que ce dont nous manquons le plus actuellement, ce sont des armes et notamment des armes anti-aériennes et anti-chars. Des centaines de résistants sont condamnés faute de munitions. Ils doivent s'approvisionner au prix de risques insensés en récupérant armes et munitions auprès de l'ennemi. Et là, aucun Etat, aucun gouvernement, si l'on excepte l'action du président Sadate, ne nous apporte l'aide nécessaire.

● **Royaliste** : Attendez-vous quelques chose de l'Iran qui ne semble pas jusqu'à présent vous avoir beaucoup manifesté sa solidarité islamique face à l'URSS.

A. Mojaddedi : L'Iran accueille déjà un million de réfugiés afghans et c'est beaucoup. Il est vrai que ce pays a de nombreux problèmes et n'a pas jusqu'à présent pris une position assez nette. Dans l'avenir nous espérons que ce pays ainsi que beaucoup d'autres nous apporteront une aide plus franche. Toutes les aides seront les bienvenues, à condition qu'elles soient apportées sans conditions.

● **Royaliste** : Des pourparlers mettant en contact d'une part un délégué de l'ONU et d'autre part des représentants du Pakistan, de l'Iran et du gouvernement de Kaboul sont actuellement menés à Genève. Qu'en attendez-vous ?

A. Mojaddedi : A propos de cette «conférence de Genève» l'Union islamique de la Résistance d'Afghanistan a déjà fait une déclaration officielle. Celle-ci réaffirme qu'aucune solution n'est possible sans le peuple afghan. Il nous paraît étonnant qu'un gouvernement qui n'a aucune légitimité à l'intérieur et qui ne bénéficie pas d'une reconnaissance internationale minimum puisse participer à une conférence internationale. La déclaration de l'Union précisait que les résistants étaient pour une solution politique à condition que celle-ci résulte d'une négociation directe par les acteurs effectifs de la guerre, c'est-à-dire d'une part l'Union soviétique et d'autre part les représentants des Mujahiddins.

● **Royaliste** : Y a-t-il une défaite possible, c'est à dire honnorable, au moins dans son propre système de valeurs, pour l'Union soviétique ?

A. Mojaddedi : L'URSS a déjà perdu son honneur lorsqu'elle a envahi avec l'armée la plus puissante du monde le peuple le plus pauvre de la terre. Elle perd la face tous les jours depuis deux ans en ne parvenant pas à vaincre ce peuple démuné de tout. Il n'y a pas d'autre solution pour elle que de repartir. Nous ne pouvons pas revenir sur cette exigence que les Soviétiques doivent rentrer chez eux et qu'un régime correspondant aux aspirations du peuple afghan doit être établi en Afghanistan. Quant à la définition de l'honneur soviétique, c'est aux soviétiques de répondre là-dessus.

● **Royaliste** : On dit souvent que le dernier roi d'Afghanistan Zaer Shah a gardé un grand prestige auprès des Afghans. Qu'en pensez-vous ?

A. Mojaddedi : Le peuple afghan a de l'estime pour ceux qui ont bien servi le pays. Mais il a de l'estime surtout pour ceux qui combattent à ses côtés et qui payent de leur personne.

propos recueillis par
F. Aimard et P. Le Roue

* ARL, B.P. 1195 16 - 75764 Paris Cedex 16.

...à celui de Beghin liban : vers la «pax hebraïca» ?

Depuis le 6 juin l'armée israélienne, avec un déploiement de force impressionnant, occupe près de la moitié du Liban et fait le siège de Beyrouth après l'avoir copieusement bombardée.

C'est en effet lors du dernier jour du sommet de Versailles qu'Israël a fait déferler son armée sur le Liban, dans une opération militaire d'une ampleur sans précédent et baptisée, sans doute par antiphrase, «Paix pour la Galilée».

Le prétexte invoqué pour cette invasion était la tentative d'assassinat, imputée à l'O.L.P., dont l'ambassadeur d'Israël à Londres avait été victime.

En fait, depuis plusieurs mois, tous les observateurs s'attendaient au déclenchement par M. Beghin d'une opération de ce type, dont le déroulement montre qu'elle a été très soigneusement et longuement préparée. Il suffisait d'ailleurs d'écouter les déclarations, en décembre dernier, du ministre de la Guerre, le général Sharon pour être averti : *«Dans les années qui viennent la sphère des intérêts stratégiques d'Israël ne s'étend pas seulement aux pays arabes de la Méditerranée, mais à tout le Proche-Orient et doit s'étendre à l'Iran, au Pakistan, au Golfe, à l'Afrique et à la Turquie.»*

Depuis janvier, M. Beghin n'attendait donc que de trouver le moment le plus favorable pour écraser les Palestiniens. La mollesse des condamnations internationales et l'absence de réactions - autres que verbales - des pays arabes montrent qu'il a choisi le moment opportun.

Après avoir brisé le front arabe par la signature de la paix séparée avec l'Egypte, Menahem Beghin a su très bien profiter de la situation de ses autres adversaires potentiels : la Syrie minée par l'action interne des mouvements islamiques, l'Irak venant de perdre - après vingt mois de combats - la guerre engagée contre l'Iran, et les émirats, touchés par la récession, n'ayant plus que l'œil rivé sur le cours du baril de pétrole.

Mais quels sont donc les buts véritables des dirigeants israéliens ? En bons stratèges, ils se gardent bien de les annoncer trop clairement. Ou plus exactement, il ne les dévoilent que les uns après les autres, au fur et à mesure de leurs

réussites politiques ou militaires. Nous sommes déjà loin aujourd'hui des déclarations du 6 juin : *«nettoyer de toute emprise palestinienne une bande de 40 km le long de la frontière israélienne»*, le but annoncé est maintenant d'imposer au Liban la «pax hebraïca» après avoir détruit les forces palestiniennes, refoulé les réfugiés en Jordanie ou en Syrie, et forcé l'armée syrienne à regagner Damas. Il est à prévoir que toute la diplomatie israélienne va s'efforcer maintenant de présenter cette «solution» comme acceptable aux yeux de l'opinion internationale et de la faire admettre.

Mais l'objectif réel, poursuivi d'une manière opiniâtre par Beghin depuis des années, reste l'agrandissement de l'Etat d'Israël par l'annexion définitive de la Cisjordanie. Or cette absorption ne pourra se faire réellement que lorsque la résistance des populations des territoires occupés aura cessé totalement. Le seul obstacle d'importance qui s'oppose à la volonté expansionniste de Beghin est l'O.L.P. de Yasser Arafat. Il est certain que d'une part l'O.L.P. aujourd'hui incarne la volonté des populations palestiniennes de se voir enfin reconnu le droit de former un Etat et d'autre part inspire et anime la résistance dans les territoires occupés. Le but profond de la guerre menée par Israël au Liban est donc bien la destruction physique totale de l'organisation de la résistance palestinienne.

Les dirigeants israéliens font aujourd'hui preuve d'une belle assurance, mais n'ont-ils pas, cette fois-ci, dépassé certaines limites et commis des erreurs politiques qui, à terme, pourront leur coûter très cher ?

Tout d'abord au Liban même. L'occupation du territoire où le gouvernement légal du Liban exerçait encore son autorité a fait perdre la face au Président Sarkis obligé de travailler à l'ombre des chars marqués de l'étoile de David. Le désir, crûment exprimé, de voir les milices chrétiennes



■ Yasser Arafat : le seul obstacle à l'expansionnisme israélien

collaborer avec les envahisseurs et faire «le sale boulot» - l'extermination des défenseurs des «poches» de résistance palestinienne - risque de compromettre gravement leur chef Bechir Gemayel aux yeux d'une partie des Libanais, s'il acceptait cette collaboration douteuse. Dans ces conditions, même débrassé de l'O.L.P. et des Syriens, le Liban aura bien du mal à retrouver son équilibre et la paix.

Notons au passage que la France n'avait pas attendu M. Beghin pour œuvrer à la réconciliation nationale libanaise, ce qui lui a valu l'assassinat de son ambassadeur, M. Louis Delamare. De plus l'apathie des pays arabes pourrait bien ne pas être éternelle. Leur opinion publique étant très favorable à la cause palestinienne, leurs régimes, souvent impopulaires et fragiles, seront bien forcés un jour ou l'autre de tenir compte de cette opinion. D'autre part c'est un faux calcul de penser que l'écrasement de l'O.L.P. conduirait à l'extinction de toute résistance. Nous sommes pour une fois d'accord avec M. Cheysson lorsqu'il déclare : *«On ne raye pas comme ça un peuple de la carte du monde (...) plus on cherchera à détruire le peuple palestinien, plus on soulèvera une vague de terrorisme implacable.»*

Enfin un élément nouveau est apparu avec lequel Israël sera bien forcé de composer. Il s'agit de l'hostilité franchement déclarée à la politique menée par M. Beghin de la part d'un certain nombre d'intellectuels juifs qui risquent de faire basculer une part de l'opinion internationale. Cette hostilité s'est concrétisée en France par l'appel à manifester devant l'ambassade d'Israël, signé de personnalités très respectées de la communauté juive, comme Vladimir Yankelevitch.

Il n'est donc pas du tout certain, à terme, que M. Beghin ait choisi la bonne voie pour son peuple, et de toute façon sa politique actuelle peut, peut-être, imposer une trêve provisoire, mais n'est en aucun cas le chemin de la paix.

Maintenant que l'Etat d'Israël, disposant de l'arme atomique, ne risque plus rien quant à son existence même, la sagesse voudrait qu'il s'oriente vers une discussion directe avec l'O.L.P. pour négocier la création d'un Etat palestinien et leur reconnaissance réciproque.

Faute de cela il est à craindre que cette 5ème guerre israélo-arabe ne soit pas la dernière. Mais M. Beghin veut-il vraiment la paix ?

Yvan AUMONT

En introduction aux travaux du sommet de Versailles, le 5 juin dernier, le Président de la République a présenté un important rapport sur «*la technologie, l'emploi et la croissance*» (1). Fruit d'une longue réflexion, ce texte propose une analyse de la crise des pays industrialisés et tente de définir les conditions d'un nouveau développement. Surpris par le faible écho rencontré par ce rapport, nous tentons, dans ce court dossier, une première discussion des analyses et des propositions présidentielles.

Le constat qui ouvre le rapport n'est malheureusement pas discutable : «depuis le sommet d'Ottawa, cinq millions d'hommes et de femmes ont perdu leur emploi, chez l'un et l'autre d'entre nous. La production, l'investissement et les échanges stagnent, le protectionnisme menace, les monnaies s'installent dans le désordre, les taux d'intérêts atteignent des niveaux empêchant toute croissance créatrice d'emplois. L'égoïsme devient la règle. Dans les pays du Sud, les conditions de survie se sont aggravées : 30 millions d'êtres humains sont morts de faim». Cette crise n'est pas seulement conjoncturelle : c'est le mouvement même de la science et de la technique qui bouleverse nos sociétés et qui «risque de se retourner contre l'homme lui-même (...) si celui-ci ne s'en assure pas la maîtrise». Il s'agit donc de gérer cette mutation, de mettre les techniques nouvelles (biotechnologie, électronique, etc.) au service de l'homme par la mise au point d'un programme concerté de *croissance par la technologie*, afin que celle-ci favorise l'emploi au lieu de le détruire. Cela sans oublier le développement du tiers monde et l'épanouissement culturel des nations.

PIEGES DE LA TECHNIQUE

Ainsi rapidement résumé, le rapport présidentiel exprime une confiance fondamentale dans la technique. Certes, le Président de la République n'ignore pas que, d'ici 1990, plusieurs millions de postes de travail pourraient disparaître dans les pays industrialisés par le fait de l'informatisation et de l'automatisation. Mais, selon lui, les mutations technologiques créeront autant d'emplois qu'elles n'en supprimeront. Il importe donc de maîtriser la phase de transition, par le soutien de la demande, par la stabilisation des taux d'intérêt et de change et par un immense effort de formation et de coopération. Alors apparaîtra une «nouvelle civilisation (qui) commence là où la multiplication des moyens aide à libérer les

hommes de la double contrainte de la distance et du temps, à échanger, communiquer...»

Nul ne saurait contester la nécessité de maîtriser l'évolution technique : rien ne serait pire qu'une soumission résignée à sa logique. Mais la confiance placée dans la technique et dans le «progrès» n'est-elle pas excessive ? Y a-t-il, à l'orée de cette nouvelle mutation présentée comme finalement bénéfique, une claire appréhension de la nature de la technique et du progrès ?

Dans son excellent livre (2), Georges-Hubert de Radkowski a fort bien montré qu'il n'y avait pas de progrès linéaire, pas de mouvement continu caractérisé par des «conquêtes» successives, mais seulement des progrès sectoriels intervenant dans un contexte socio-culturel donné. Il peut y avoir progrès dans les techniques (automobile plus rapide, ordinateur plus performant) mais jamais de progrès technique en soi. Le mouvement de la technique est un dépassement sans fin, puisque toute contrainte surmontée nous place devant de nouvelles contraintes, que nous n'avions pas prévues, toute limite franchie nous fait découvrir d'autres limites. C'est une illusion de croire que la technique, qui peut effectivement nous affranchir de certaines tâches (par exemple l'automatisation), nous rend effectivement libres : la contrainte de la distance, dont parle le Président, n'est pas et ne sera pas abolie par la technique - ainsi l'automobile qui efface théoriquement les distances et qui nous englobe dans les embouteillages. Il en est de même pour le temps, toujours plus rare au fur et à mesure que le système industriel se développe. Comme le montre Jacques Attali, «les temps passés à travailler, à sortir des embouteillages ou à faire de la cuisine continuent de réduire le temps disponible pour la consommation solitaire des objets. La production de la demande de ces objets exige donc un mécanisme de surveillance, d'encadrement, de contrôle du temps, pour qu'il ne soit pas gaspillé» (3). A peine entrevu, le temps libre

enjeux technologi

obtenu par le «progrès» est d'ores et déjà voué à une consommation narcissique...

UNE LIBÉRATION ILLUSOIRE

Les progrès techniques provoquent aussi des bouleversements dans la nature, dans les relations sociales, dans le travail, qui sont imprévisibles et pas nécessairement bénéfiques. Ainsi la mécanisation de l'agriculture, qui a libéré les agriculteurs de certaines tâches pénibles mais qui a détruit la société rurale. Ainsi l'automobile qui a donné, au début, une plus grande liberté de mouvements, mais qui a redessiné le paysage urbain et qui a provoqué nuisances et accidents. De même, les nouveaux outils techniques créeront de nouvelles formes de civilisation - ou d'anticivilisation - que personne n'est en mesure de prévoir : s'il est possible de dire que la robotique supprimera le travail à la chaîne, et l'informatique les tâches répétitives du bureau, nul n'est capable de démontrer que les effets sur l'emploi seront à terme positifs et que le travail, dans le secondaire ou dans le tertiaire, sera plus intéressant. Des études partielles montrent au contraire que, dans certains secteurs, la suppression de centaines de milliers d'emplois ne sera «compensée» que par quelques dizaines de milliers de postes de travail, et que l'informatique crée de nouvelles formes de fatigue, voire d'abrutissement. Dans l'usine robotisée, le travailleur risque de n'être qu'un robot parmi d'autres comme le montre Jacques Ellul : «les ouvriers qui restent dans les usines automatisées sont livrés à un travail encore plus nul, abrutissant, disqualifié que dans l'usine industrielle moderne». Et Jacques Ellul d'expliquer que «la société technicienne, par elle-même, produit un nouveau prolétariat qui présente les mêmes aliénations mais sous une autre forme (...) Ce qui me paraît caractériser ce prolétariat étendu à presque toute la population, c'est la **dépossession du temps**, c'est le **divertissement**, la **subordi-**

nation, le **contrôle**, la **fatigue endémique** et les **maladies de civilisation**, et enfin aux deux extrêmes, sur un plan très concret, la **discrimination** entre les techniciens qui sont les aristocrates de cette société et les non-techniciens, et à l'autre bout le passage, l'entrée dans **une société proprement inimaginable**, strictement imprévisible» (4). Donc confiance excessive dans le dépassement technique, qui est en train de faire apparaître une société tout aussi inégalitaire et aliénante que celle dont nous sommes en train de sortir. Une société dans laquelle les chances du socialisme, ou tout simplement de la liberté, seront faibles, voire inexistantes.

DE NOUVELLES ALIÉNATIONS

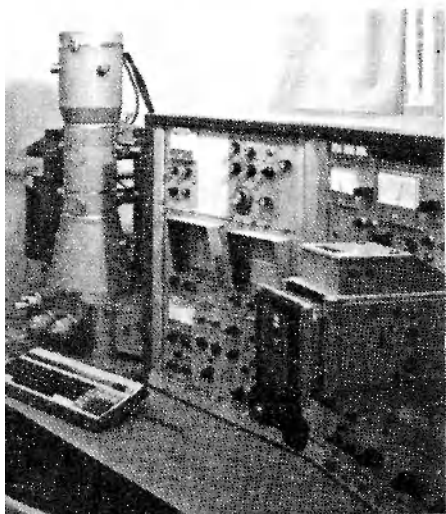
Le Président de la République devine d'ailleurs ce danger lorsqu'il tente de mesurer les incidences des mutations technologi-



ques sur la civilisation : «en l'absence d'un puissant mouvement d'échanges, dit-il, un risque d'uniformisation pèsera sur toutes les cultures et sur toutes les langues» puisque les industries de la communication tendent à se concentrer. On ne voit pas très bien pourquoi un «puissant courant d'échanges» garantirait la diversité des cultures : il est au contraire évident que l'accélération des échanges fait aujourd'hui triompher les manières occidentales de vivre, de consommer et de penser,

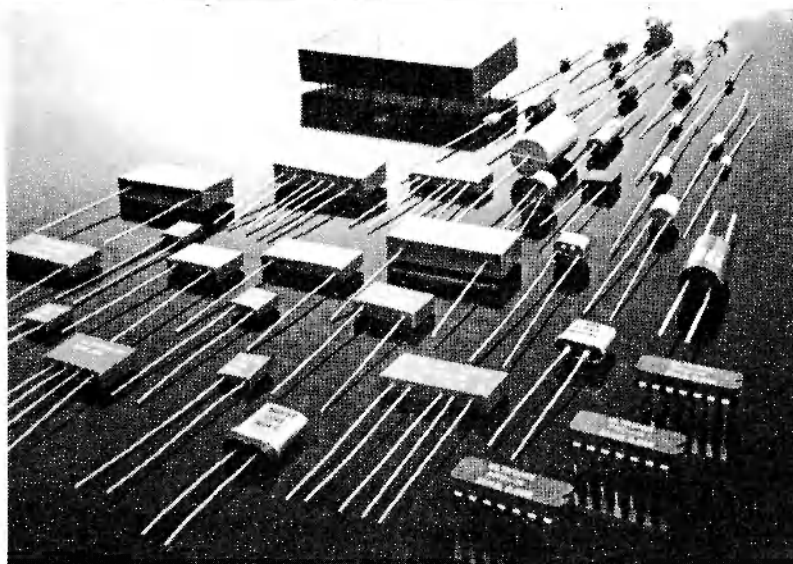
ques

et le Président de la République en est suffisamment conscient pour affirmer la nécessité de respecter la diversité des langues et de «protéger la souveraineté des Etats et leur intégrité culturelle menacée par les nouvelles technologies», ou encore de «garantir aux pays du Sud les moyens de maîtriser leurs moyens de communication et les messages qu'ils véhiculent». Telle est bien la question puisque le développement de la communication par le progrès technique n'est pas un bien en soi: — d'une part, le système moderne de communication produit déjà, avec son gigantesque système de banques de données, d'observation statistique, etc., une sous-information chronique qui conduit à l'ignorance totale comme le montre Ingmar Granstedt: «bien que harassés par l'information, bien que saturés par toutes les données dont ils doivent perpétuellement prendre connaissance, maîtrise, cadres et dirigeants s'aperçoivent régulièrement qu'ils



sont sous-informés. Pléthore et carence, saturation et ignorance vont de pair» (5)

— d'autre part, les outils modernes de diffusion de la culture (magnétoscopes, etc.) loin de libérer l'homme moderne, portent en eux une insidieuse contrainte: au lieu de servir à la création personnelle, ils sont volontairement conçus comme instruments d'une consommation passive, toujours plus étendue: par exemple, ce ne sont pas les caméras vidéo qui sont aujourd'hui massivement



promues, mais les magnétoscopes qui favorisent l'achat de cassettes pré-enregistrées - ce qui permet de créer un nouveau marché. Il en sera de même, dans un proche avenir, avec le vidéo-disque. (6)

L'ALTERNATIVE

Ni la croissance économique, ni le bien-être social, ni le développement culturel ne sont inscrits dans l'évolution des techniques, tout porte à croire que, contrairement aux thèses habituelles, la logique technicienne sera celle de la prolétarianisation, de l'appauvrissement culturel, de la solitude, du chômage et de l'aliénation, du déséquilibre croissant entre le Nord et le Sud.

La technique n'est pas bienfaisante en elle-même. Elle n'est pas neutre non plus: sa logique est celle du dépassement, de la puissance pour la puissance. Dès lors, toute politique qui prend la mutation technique comme une donnée acceptée de se soumettre à cette logique de puissance, renonce à faire les choix fondamentaux qui garantissaient la liberté des hommes. Parce qu'il hésite sans cesse entre la confiance dans le «progrès» et la volonté de lutter contre les trop évidents ravages de la technologie, le rapport du Président de la République n'est pas satisfaisant - tout en étant infiniment supérieur aux bavardages giscardiens sur l'an 2000. Certes, il faut répéter qu'il contient d'excellentes intentions et propose des actions utiles. Mais le rapport présidentiel a l'inconvénient de se situer (était-ce évitable au sommet de Versailles ?) dans un environnement international - celui du monde industrialisé - qui est justement celui de la pure volonté de puissance.

Or, dans ce système, tel qu'il est gouverné par les Etats-Unis, et par le Japon, toute politique «humaniste» perd son sens, toute affirmation d'autonomie est sans valeur, toute volonté d'aide aux pays pauvres devient contradictoire. Le Président de la République ne l'ignore pas, qui insiste sur la **concentration** du processus d'innovation technologique et sur la nécessité d'un développement **autonome** des pays du Sud, tant sur le plan agricole qu'industriel. Puisque les phénomènes de concentration, de domination et de colonisation sont discrètement suggérés, l'alternative est claire: ou bien nous demeurons dans le «club des riches», en acceptant de nous plier à sa logique et de nous soumettre à la loi des plus forts. Ou bien nous choisissons une autre voie économique, nous utilisons autrement la technique, et nous coopérons de façon différente avec les pays du Sud.

LES RÉVOLUTIONS TRANQUILLES

L'activité économique n'est pas un phénomène toujours identique, qui serait soumis à des lois inflexibles. Il y a eu, dans l'histoire, plusieurs types d'économie, et d'autres façons de vivre le rapport entre l'homme et l'économie. C'est dire que la concentration de la puissance et la soumission à une économie intrinsèquement totalitaire n'est pas une fatalité: il faut limiter le domaine de l'économie, déconcentrer et disperser les activités industrielles afin de rétablir, dans la production, l'autonomie nécessaire. Construire une économie à échelle humaine est en effet la seule façon de maîtriser les nouveaux outils qui nous échappent aujourd'hui, la seule façon de résoudre une crise que le gigantisme économique a secrété.

La recherche d'une autonomie de production peut être facilitée par les outils techniques qui sont à notre disposition. Mais là encore il faut choisir entre la concentration télématique et l'utilisation de machines électroniques autonomes. Bruno Lussato a fort bien montré que cette seconde voie est plus efficace que celle de la centralisation informatique et qu'elle est seule en mesure de garantir notre liberté (7). C'est seulement en assignant des limites strictes à la technique que l'on pourra contrôler ses effets, et la mettre au service des activités humaines.

Telle qu'elle est actuellement conçue, l'aide aux pays sous-développés engendre une misère toujours plus grande: par une logique infernale, la richesse économique des uns, au lieu de se diffuser, se concentre dans quelques pays tandis que le reste du monde connaît la prolétarianisation et l'appauvrissement croissants. Pour en sortir, le tiers monde doit reconquérir ou préserver son indépendance à l'égard des blocs, inventer son propre mode de développement - pas nécessairement industriel. De son côté, la France sait choisir l'aide gratuite aux pays du Sud, le soutien désintéressé à leurs efforts de libération. Sinon, quel que soit le montant de l'aide, le tiers monde connaîtra la prolétarianisation, l'exploitation, et une misère sans précédent dans l'histoire.

La France a l'avantage de ne pas être encore totalement soumise à la logique technicienne. Elle a aussi l'avantage d'être plus près du Sud que du Nord par ses affinités historiques et culturelles. A elle de choisir, par delà les blocs, une voie originale de développement et de coopération, par une révolution radicale (8) qui seule peut la sauver du monde de la pure volonté de puissance qui, comme on le sait, est celui du nihilisme.

Etude présentée par la Cellule Economie de la NAR

- (1) De larges extraits ont été publiés par «Le Monde» (6-7 juin 1982).
- (2) «Les Jeux du Désir» (PUF)
- (3) Jacques Attali «Les trois mondes» (Fayard) p. 289.
- (4) Jacques Ellul «Changer de Révolution» (Seuil) p. 210.
- (5) Ingmar Granstedt «L'Impasse industrielle» (Seuil), p. 127.
- (6) Jacques Attali, op. cit. pp. 285-286.
- (7) Bruno Lussato «Le Défi informatique» (Fayard)
- (8) Soulignons, une fois encore, la réflexion très stimulante de J. Ellul dans «Changer de Révolution».

les libérateurs

Oserai-je l'avouer ? L'armée soviétique a toujours exercé sur mon imagination d'occidental béat une étrange fascination. Sans doute les défilés minutieusement (et artistiquement) organisés sur la place Rouge, dont nos télévisions libres nous distillent parfois quelques images, y ont-ils contribué pour beaucoup.

Pourtant, si l'on se penche côté cour, l'ensemble n'est déjà plus si clinquant, le tableau apparaît nettement plus terne, ses différentes touches confinant au sordide, dès lors qu'on les analyse avec tant soit peu de rigueur.

L'«armée du peuple tout entier», c'est d'abord une gigantesque institution, orgueil du régime, que l'on a baptisée là-bas «conscription», mais qui se révèle à l'expérience proche par bien des traits du servage (aujourd'hui heureusement disparu !) avec ses cortèges quotidiens de jeunes appelés corvéables à merci, abaissés, humiliés sous la férule de supérieurs dont le sadisme n'est pas sans rappeler certaines pratiques concentrationnaires.



■ l'armée du peuple

L'armée soviétique, c'est encore les gigantesques manœuvres, illustration de la démesure ambiante en cette patrie du socialisme, et qui se révèlent ruineuses pour l'économie : quantité de chars alignés en files plus longues que les queues de Moscovistes devant les magasins d'alimentation; recours systématique aux supercheries destinées à tromper les huiles sur la qualité réelle du matériel en même temps qu'à effrayer les occidentaux crédules. Tout dans ces mises en scène dignes d'un long métrage hollywoodien confine au grotesque, si n'était la finalité de ces amusements et la gabegie qu'ils représentent au plan économique.

Il y a plus triste; la Tchécoslovaquie en 1968, par exemple. Vue de chez l'envahisseur, c'est plutôt démoralisant. L'accueil réservé par le peuple tchèque fut à cet égard si bien organisé, que la grande masse des libérateurs abasourdis «ne parvenait pas à comprendre pourquoi l'on devait abaisser de force un si beau pays au même stade de pauvreté» que l'U.R.S.S.. Ceci expliquant par contre-coup la rapidité avec laquelle la majorité des soldats et sous-officiers de cette armée de «libérateurs» passa directement de la Tchécoslovaquie à la frontière chinoise, où le temps et un solide travail de rééducation finiraient bien par effacer ce triste épisode, de mémoires profondément désabusées. Mais il en restera tout de même quelque chose : tous se rendaient bien «compte que dans les dix années à venir, quoiqu'il puisse arriver, personne n'oserait plus les- envoyer libérer un pays dont le niveau de vie était supérieur» à celui de l'Union soviétique.

Et puis il y a l'horreur, savamment entretenue au quotidien, et sans laquelle l'armée rouge ne serait pas véritablement elle-même. Oui, l'«armée du peuple tout entier», c'est aussi ce jeune appelé qui, ayant refusé de porter les armes contre ces mêmes Tchèques, est conduit pieds nus devant sa Division et abattu, face à ses camarades, d'une balle dans la nuque...

C'est tout cela l'armée soviétique. D'ailleurs, que pouvait-elle bien être d'autre ? Emanation d'un système totalitaire dont elle constitue l'un des instruments d'expansion, elle concentre naturellement en elle les caractères les plus vils d'une société dont elle constitue la meilleure synthèse et qui peuvent à bon droit provoquer chez le lecteur occidental la crainte d'être à son tour un jour «libéré».

Pierre BOIELDIEU

Victor Souvarov -Les Libérateurs- Récit Mazarine.



■ Julien Green

les bonheurs du monde

C'est armé jusqu'au dent que je suis entré dans le tome onzième de ce journal.

M. Green, s'il fallait en croire tel éminent critique, péchait contre l'espérance; ce qui est mal vu, dans l'aurore perpétuelle où nous vivons. Si toute chose est promise à l'effacement, les saisons à l'amnésie et Olympio à la tristesse, le temps est un facteur bourgeois de réaction. Trop parler de ses ravages est s'en faire le complice objectif. En un mot, le temps qui passe est de droite et la mémoire «recueillant tout vestige», intégriste. Seul l'avenir, qui est devant nous, est authentiquement révolutionnaire. Les éminents critiques ont beaucoup de constance, et beaucoup de magnanimité.

«Ces moments de bonheur terrestre sont trop précieux pour qu'on n'essaie pas d'en saisir et d'en garder quelque chose, dans un bout de phrase» - lequel ajoutera au bonheur gardé. Nul regret dans ces pages, à peine une élégie : est-ce donc offenser l'espérance, que de trembler quand s'altèrent ou se défont monuments, demeures, paysages, attitudes ou religion qui sont les traces, et comme les pièges, de la beauté fugitive ? «Nous vivons dans le monde de l'inquiétude, tantôt vague, tantôt aiguë». Nous en sommes les victimes complaisantes. La simple joie de vivre nous a déserté; son souvenir même nous est incongru.

«Je la garde encore en moi, par je ne sais quel miracle», confie M. Green, qui accumule décidément les titres à notre suspicion.

On sait combien le style de M. Green, cette torpeur coupée d'éblouissements, fait merveille dans le courant des jours. On sait moins, ou l'on veut moins savoir, pour ne point brouiller les étiquettes, son ironie feutrée et nonchamment meurtrière. Ainsi parle-t-il de Byron, «dont l'aristocratie souffrait d'intermittences», ou, plus amplement, de la messe française à la mode, «concélébrée par des prêtres en chemise de nuit».

Au rebours de l'éminent critique, ce journal m'a fait songer au mot du curé de campagne, de Bernanos : «le bonheur... la forme charnelle de l'espérance». Car M. Green n'écrit que du bonheur, avec ferveur et discrétion. A peine pourrions-nous lui faire le reproche d'évoquer sa mort avec soulagement, devant les temps qui s'annoncent. Elle nous laissera un peu plus seuls devant eux, un peu plus désemparés.

Philippe BARTHELET

Julien Green -La Terre est si belle...- journal 1976-1978 (Ed. du Seuil, 82)

La réédition tant attendue du précieux livre de Pierre Andreu sur Sorel fournit l'occasion d'une réflexion proprement inépuisable sur la plupart des grands thèmes de la politique, de la sociologie et de l'histoire. Avec le recul du temps, l'accomplissement du siècle, cette réflexion risquerait d'être quelque peu morose, avec l'arrière goût de vanité des synthèses politico sociales, et des théories qui prétendent dessiner un avenir pour les hommes. Sorel certes, n'a jamais pu constituer de système à la manière de tant de penseurs du XIXe siècle. Père-Chaos lui aussi, comme Proudhon selon Maurras ? Sa vaste culture et sa curiosité inépuisable lui interdisaient la trop belle construction, d'autant plus que sa rencontre avec Bergson le détournait du rationalisme. Et puis quelles contradictions dans ses attitudes politiques ! Socialiste enthousiaste puis déçu, entraîné aux alentours de l'Action française, et terminant ses jours en admirateur de la révolution bolchevique et de Lénine !

Peut-on lui reprocher équitablement d'avoir préalablement cautionné le Goulag ? Ce serait aussi pertinent que de lui attribuer la paternité du fascisme mussolinien. C'est-à-dire aussi absurde. Mais, il ne serait pas non plus très honnête de le désolidariser des mouvements historiques concrets, sous le prétexte qu'il représente le type même de l'intellectuel libre à l'égard des embrigadements et des factions. Sorel s'est passionné pour le mouvement et la philosophie de la classe ouvrière et du syndicalisme et il n'a cessé de vouloir son accomplissement. Passant de l'enthousiasme à la défiance puis à un nouvel enthousiasme, l'auteur des *Réflexions sur la violence* n'en reste pas moins responsable des choix qu'il fait. Au total ses contradictions même pourraient s'expliquer par une volonté dont l'objet se dérobe toujours mais n'en demeure pas moins obstinément tendue vers son but.

Le dernier enthousiasme de Sorel fut pour Lénine. Tout ce qu'il avait espéré vainement ailleurs, il le voyait se dessiner dans la Russie des soviets : *«Je n'ai aucune raison de supposer que Lénine ait pris ses idées dans mes livres, mais si cela était, je ne serais pas médiocrement fier d'avoir contribué à la formation intellectuelle d'un homme qui me semble, être à la fois, le plus grand théoricien que le socialisme ait eu depuis Marx et un chef d'Etat dont le génie rappelle celui de Pierre le Grand.»* Certes, dans ces mêmes pages où il affirme sa foi, il prête aux bolchéviks et à leur chef les qualités qu'ils possèdent d'évidence le moins en partant de ce postulat que le génie de Lénine ne le met pas «au dessus des indications de la réalité». Et c'est à l'optatif qu'il formule ses conclusions pour l'avenir : *«Il faut donc que l'intelligence des révolutionnaires soit très active, très bien informée et très libre de préjugés»*. On peut juger de la pertinence du souhait en comparant avec ce que fut l'expérience soviétique, c'est-à-dire la glaciation idéologique, le refus même de connaître et de se débarrasser des préjugés, tout cela dans la parfaite logique d'une société bureaucratique.

Ainsi dans son enthousiasme naïf, le père Sorel avait assez de lucidité pour discerner à quelles conditions le projet pourrait réussir, ce qui conduit à penser qu'il aurait été un des pre-

georges sorel

miers à brûler ce qu'il avait adoré au vu des résultats. Mais toujours neuf pour de nouveaux engouements. N'aurait-il pas, lui-aussi tour à tour salué Mussolini, Tito, Mao, Castro, tendu qu'il était par un même espoir dans le socialisme ?

Etrange bonhomme tout de même ! Il faut toute la piété et la parfaite connaissance de Pierre Andreu pour nous dessiner un portrait satisfaisant, le seul qui existe, de celui que Péguy appelait «notre maître M. Sorel». Le vieil ingénieur voué à l'étude, ayant enregistré à peu près tout ce que son siècle pouvait lui apprendre, venait chaque semaine à la boutique des «Cahiers» pour parler tout l'après-midi à un auditoire qui ne se lassait pas. La finesse de ses analyses, la pénétration de son intelligence sont hors de cause. Il fut sans doute l'homme de son temps à avoir le mieux compris la pensée de Marx. Incomparablement mieux que Jules Guesde et les tout premiers marxistes français ! Même s'il prétend faire entrer de force Marx dans sa propre conception de la Révolution, avec des arguments que l'homme du «Capital»



par
gérard
leclerc

n'aurait sans doute pas reçus. Mais Sorel a par rapport à Marx l'avantage d'avoir étudié les ressorts psychologiques de la Révolution. Il ne croit pas du tout au caractère mécanique d'une évolution sociale qui amènerait au pouvoir ouvrier, il ne croit pas non plus que ce sont les descriptions minutieuses de la société future à la manière des utopistes qui aideront à la transformation sociale.

Son idée de la révolution est d'un moraliste, étrange, bien de son temps, quelqu'un qui au delà de son incroyance croit au sublime et au dépassement de l'homme par lui-même. Cette idée, je la trouve toute entière exprimée dans ce paragraphe où il résume sa conception de la grève générale : *«L'idée de la grève générale, engendrée par la pratique des grèves violentes, comporte la conception d'un bouleversement irréformable. Il y a là quelque chose d'effrayant - qui apparaîtra d'autant plus effrayant que la violence aura pris une plus grande place dans l'esprit des prolétaires. Mais, en entreprenant une œuvre grave, redoutable et sublime, les socialistes s'élèvent au-dessus de notre société légère et se rendent dignes d'enseigner au monde les voies nouvelles.»* S'il existe une doctrine

sorélienne du socialisme, elle est dans cette conception qui inscrit la révolution dans une dynamique violente tendue vers un idéal de surpasement moral.

Cette dynamique peut créer de la dynamite. Son indétermination la rend propre à se vouer aux mouvements révolutionnaires les plus divers, les plus contradictoires, quitte à s'en débarrasser très vite par déception. Ce qu'il faut le plus redouter, c'est l'utilisation possible de cette théorie de la violence et de ses ressorts psychologiques à des fins que Sorel n'aurait pas reconnues. Que l'ambassadeur d'Union soviétique et celui de l'Italie mussolinienne se soient en même temps inquiétés de la sépulture du théoricien du mythe de la grève générale est riche de significations. Sorel pouvait être accaparé par le communisme et par le fascisme. Il avait donné des gages aux uns et aux autres. Mais il n'en demeurait pas moins libre à leur égard, retranché dans sa hautaine solitude morale. *«Franc tireur indépendant, écrit Pierre Andreu, il a tout sacrifié à son œuvre et à sa recherche : les honneurs et la sécurité bourgeoise d'abord, les honneurs et la sécurité révolutionnaire ensuite.»* Il y a du Don Quichotte dans cet ascète de la science sociale et ouvrière. Il y a aussi beaucoup d'innocence et de candeur.

Il en fallait une certaine dose pour ne pas entrevoir comment l'exaltation de la violence - même si cette violence était singulièrement épurée et moralisée - était de nature perverse et nihiliste. Un peu plus d'informations sur les bolchéviks lui eut permis de comprendre en quoi la violence pouvait facilement cotoyer le banditisme le plus abject, mener ses adeptes à des phénomènes de possession et à la spirale du crime. En définitive, ce qui frappe dans ces pensées nourries du XIXe siècle et qui s'offrent au XXe siècle commençant, c'est leur aveuglement face aux phénomènes totalitaires qui dans une mesure difficilement évaluable, vont se développer à partir d'elles. Fascinées par le changement social, recherchant avec passion les formes d'existence collective qui se substitueront à celles d'un passé détruit, ces pensées trouveront toutes devant elles la démocratie bourgeoise qu'elles ne se feront pas faute de pourfendre, sans prendre garde à ce qu'a d'incontournable l'exigence démocratique dans un monde qui a perdu la transcendance. L'individualisme est certes une plaie au regard du bien collectif, mais il est aussi la garantie d'un droit inaliénable. Ce droit sauvegardé, l'expérimentation sociale, l'aventure collective trouvent face à elles les grandes forces qui préservent le plus précieux des biens : la liberté de la personne. Pour l'avoir oublié d'Auguste Comte à Althusser, la réflexion sociale s'est vouée à quelques mécomptes. Mais cela n'enlève rien, au contraire, au récit parfois poignant de Pierre Andreu, qui nous restitue la figure exemplaire d'un penseur indispensable pour comprendre les contradictions de notre siècle.

Gérard LECLERC

Pierre Andreu - *Georges Sorel entre le Rouge et le Noir* - Ed. Syros. Prix franco : 83 F
Georges Sorel - *Réflexions sur la violence* - Ed. Marcel Rivière.

une prise de conscience douloureuse



«Porté disparu»; une formule administrative impersonnelle et froide qui, des «folles de Mai» de Buenos Aires aux victimes des bouchers galonnés de Santiago du Chili, cache mal la violence et la détresse dont elle est porteuse.

C'est au coup d'Etat des militaires chiliens que le dernier film de Costa Gravas est consacré. Il est vrai que, jadis, en Grèce aussi, les colonels... L'argument autour duquel le cinéaste hellène a bâti son film est simple. De jeu américains insouciant, idéalistes («gauchistes» aux dires du père de l'un d'eux) et naïfs par bien des côtés, mènent pour oublier au Chili «l'américain way of life» une vie d'artiste et bohème. Dans les heures qui précèdent le coup d'Etat, l'un des garçons rencontre fortuitement d'autres américains, manifestement en mission et très au fait du complot qui se trame. Ce hasard causera sa perte : il est arrêté puis, officiellement, il «disparaît». Dès lors, commence l'enquête menée par sa femme et son père. Costa-Gravas tient alors le fil conducteur qui lui permet de peindre, avec une force peu commune, une vaste toile de fond : celle de la mise en place d'une dictature folle, absurde et odieuse. Les militaires veulent imposer un ordre moral dérisoire : pantalons des femmes que l'on coupe en pleine rue... Mais, dans le même

temps, ils arrêtent, exécutent et torturent à tour de bras. Les ambassades étrangères sont précipitamment envahies par tous les «suspects» qui ont pu se glisser entre les mailles du filet.

La quête éperdue d'un père à la recherche de son fils est l'occasion, à travers une lente et oppressante descente aux enfers du totalitarisme, d'une prise de conscience douloureuse, véritable sujet

du film. Cet homme, bon américain (l'Amérique, terre de liberté dont le passeport protège...), bon père de famille, bon homme d'affaires, bon protestant (chrétien scientifique scrupuleux) trimballe dans ses bagages, outre sa Bible, des préjugés plus naïfs encore que ceux de son «gauchiste» de fils. Pour lui, lorsqu'il débarque de l'avion, l'inconscience de sa progéniture qui se mêle de ce qui ne la regarde pas, le distrait malencontreusement des affaires qui l'attendent. Il s'apercevra peu à peu que les autorités de l'ambassade américaine qui ne lui sont d'aucune aide, ont couvert la «disparition» de celui qui en

savait trop. Mais lorsque, cyniquement, l'attaché militaire dit à ce père en détresse : «Si vous n'étiez pas touché personnellement dans cette affaire, vous seriez tranquillement chez vous, et très satisfait de ce que nous avons fait», celui-ci sait, au fond de lui, combien cette remarque est vraie. C'est aussi pour défendre «ses intérêts» que le sang coule dans Santiago.

Certes, le film ne nous apprend rien que nous ne sachions déjà sur le rôle peu glorieux des yankees au Chili. Mais, par la force des images et la rigueur de sa construction, il apporte incontestablement une dimension supplémentaire à notre connaissance des événements. Il nous tire de la lecture blasée de notre quotidien habituel, ou de la contemplation somnolente de notre petit écran, pour nous interpeller.

Etonnante Amérique ! Elle mène, au nom de ses intérêts, une politique étrangère digne d'un éléphant dans un magasin de porcelaine, et fait ensuite appel (car si le cinéaste est grec, le film est américain) à Costa-Gravas pour dénoncer ses propres agissements. Faut-il se réjouir, de cette prise de conscience tardive ? En tout cas pour le Chili, il est trop tard : Santiago est normalisé.

Pierre CARINI

LETTRES

la camarade privilégiée

Il y a plusieurs manières de décrire une réalité politique et sociale, et le roman n'est pas la moindre. C'est par ce biais que Christian Harrel-Courtès a choisi de peindre le système soviétique qui enferme le peuple et la classe dirigeante de la Russie dans mille murs, immatériels mais tout aussi infranchissables que celui de Berlin.

Nul doute que l'auteur de «La Camarade privilégiée» n'ait une connaissance directe et précise du mode de vie soviétique : trop de détails sonnent juste pour que l'histoire ait été imaginée sans franchissement préalable du rideau de fer. A travers l'histoire de Sonia, fille d'un membre de la Nomenklatura, maîtresse d'un milliardaire italien qui veut l'installer auprès de lui grâce à un mariage blanc avec son secrétaire, c'est toute la vie soviétique qui se dévoile : espionnage maniaque des citoyens, autocensure, peur constante, et surtout cette tristesse, cette absence totale d'espérance qui est le sort commun. Alcool,

suicide, fuite vers l'occident sont les seuls moyens d'échapper, partiellement ou complètement, à une société d'oppression presque parfaite.

Mais le livre de Christian Harrel-Courtès ne contient pas seulement une critique de l'univers soviétique : c'est aussi l'histoire de plusieurs mondes qui coexistent dans l'ignorance réciproque. Angelo, le secrétaire du milliardaire italien, les traverse et les subit : monde du peuple russe, étouffé de mille manières, monde des privilégiés du régime soviétique qui vivent dans le luxe mais sont privés de liberté, monde des capitalistes occidentaux, cyniques et lé-

gèrement pourris, monde de ceux qui côtoient les milliardaires et apprennent à connaître la dictature de l'argent. «La Camarade privilégiée» n'est pas un livre manichéen : le regard porté sur le «monde libre» n'est pas plus complaisant que celui porté sur celui de l'Est.

Survient l'amour qui brise les cadres politiques et sociaux, et joue les combinaisons les mieux élaborées. Sonia et Angelo tenteront d'échapper à la fois au K.G.B. et au monde de l'argent. Je ne dirai pas l'itinéraire de cette fuite et son aboutissement : «La Camarade privilégiée» est un livre trop attachant pour que l'histoire en soit dévoilée.

Régine JUDICIS

Christian Harrel-Courtès -La camarade privilégiée- Ed. J-C Lattès. Prix franco : 66 F.

pensez à la souscription (page 11)



presse parallèle

Tout au cours de ces dernières années, en plus de leur bi-mensuel «Royaliste», les militants de la Nouvelle Action Royaliste ont fait paraître de nombreux journaux constituant en quelque sorte leur «presse parallèle». Ainsi «Royaliste-Université» qui va sur son vingtième numéro (Abonnement 4 numéros : 10 F, soutien 50 F à l'ordre de «Royaliste»). De même le «Lys Rouge» dont on peut se procurer les anciens numéros suivants pour la somme de 8 F jusqu'au numéro 8; 10 F à partir du numéro 9-10. Liste des numéros disponibles du «Lys Rouge» : N°4 «Enquête sur le logement», N°5 «Débat sur le nucléaire», N°6 «Francophonie - système monétaire européen», N°7 «Systèmes coopératifs agricoles - la pensée de Jünger - la pensée de Maurice Clavel» - N°8 «La Sécurité Sociale - Enquête sur le logement : suite» - N°9-10 «La légitimité 1» - N°11 «La légitimité 2 - l'Espagne 1» - N°12 «La légitimité 3 - l'Espagne 2» - N°13 «Les monarchistes étrangers». Abonnement au «Lys Rouge», pour 4 numéros : 30 F, soutien : 50 F à l'ordre de «Royaliste».

Il y eut aussi, dans les années 73-74 la revue «Arsenal», témoin passionnant de notre évolution, dont les 9

devoirs de vacances

Comme tous les ans, la NAR va prendre ses «quartiers d'été». La prochaine parution de «Royaliste» sera la dernière avant notre interruption du mois d'août. Comme d'habitude il s'agira d'un numéro spécial de 16 pages qui sera très largement diffusé dans les kiosques des lieux de vacances

afin de toucher à cette occasion un public nouveau qui ne nous connaît pas encore. Ce journal sera d'ailleurs conçu comme une présentation des royalistes aujourd'hui. C'est pourquoi nous souhaitons que nos lecteurs habituels deviennent à cette occasion des

numéros parus peuvent vous être envoyés pour le prix de 40 F franco.

Parmi les bulletins locaux qui ont émaillés notre action, citons le plus récent : «Connexion royaliste» dont deux numéros sont parus (le numéro : 10 F - abonnement 3 numéros : 30 F à l'ordre d'O. Prades, B.P. 312 - 31005 Toulouse Cedex).

Ces journaux ont pour caractéristique d'être des lieux de liberté à peu près totale pour les rédacteurs qui les animent. Cela implique bien entendu qu'ils n'engagent pas officiellement la N.A.R.

Il n'en est pas de même pour «Royaliste-Cahiers-Trimestriels» qui s'est voulu jusqu'à présent une sorte de prolongement de notre bi-mensuel et qui nous a permis de donner le point de vue de la N.A.R. sur quelques questions importantes. On peut se procurer les numéros 1,2,3,4,5,6,9,10 et 11 au prix de 10 F franco chacun. Les numéros 12 et 13 (ce dernier consacré à Mai 68) sont vendus 12 F franco à l'ordre de «Royaliste».

Pour découvrir la N.A.R. dans sa diversité, pour donner votre avis dans les débats qui nous animent procurez vous des exemplaires de ces journaux.

«propagandistes» et fassent largement connaître ce numéro (voir ci-dessous les conditions de vente).

Il me faut encore malheureusement revenir sur les questions financières. Nous publions dans ce numéro la troisième liste de souscripteurs (qu'ils soient ici remerciés) mais notre objectif de 30.000 F avant le 15 juillet est encore loin d'être atteint et il ne reste plus que 15 jours...

Je rappelle que les mois d'été sont toujours pour nous une période difficile où nos recettes tombent presque à zéro alors que nos dépenses restent constantes. Les 30.000 F fixés comme objectif nous sont absolument indispensables pour constituer la trésorerie nécessaire afin d'assurer nos échéances de juillet et d'août. C'est pourquoi je renouvelle mon appel, en particulier auprès de tous ceux de nos lecteurs qui n'ont pas encore réagi. L'existence de «Royaliste» ne vaut-elle pas, par exemple, le sacrifice d'un repas dans un bon restaurant ?

Yvan AUMONT

P.S. Adressez vos dons à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris.

3ème LISTE DE SOUSCRIPTEURS

G. Guillaume : 200 F - G. Baudier : 50 F - B. Laline 25 F - P. Dusol : 50 F - Ph. Clavel : 1000 F - J-M Roussignol : 100 F - P. Franck : 40 F - C. Teissier : 34 F - Ano, Oise : 200 F - J-M Limoux : 50 F - G. Martinez : 50 F - J. Soumagne : 150 F - J-C Houx : 100 F - B. Chapon : 40 F - Y. Garnier : 100 F - Ano, Gironde : 90 F - Ph. Carlier : 100 F - Y. de Prunel : 1090 F - N. Malaterre : 50 F - P.B. : 12 F - N. Lucas : 50 F - F. Rodriguez : 20 F - Mme Auboyneau : 50 F - F.D. : 50 F - B. Barbé : 20 F - Mlle G. (Oise) : 150 F - Ami de Liège : 126 F - A. Ciscar Penella : 60 F - G. Despont : 49 F - E. Ozenne : 25 F - J. Pidancet : 50 F - S. Bianchi : 100 F - 2 amies royalistes : 100 F - Mme F. Gelin : 100 F - J.M.M. : 40 F - amie de Bruxelles : 100 F.

Total de cette liste : 4.261 F
Total précédent : 11.725 F
Total général : 16.346 F

LE TEXTE DU COMTE DE PARIS

Comme le souligne Bertrand Renouvin dans son éditorial, la prise de position du comte de Paris ne concerne pas les seuls royalistes, mais intéresse l'ensemble des Français. Cependant les royalistes, eux, ont une première tâche essentielle qui est de faire connaître la pensée de leur Prince. A la N.A.R. nous n'avons jamais failli à cette mission et c'est pourquoi nous invitons aujourd'hui tous nos lecteurs à diffuser autour d'eux le texte intégral du comte de Paris.

Nous en tenons des photocopies à votre disposition (précisez la quantité désirée et joindre quelques timbres pour frais d'envoi : 3 F pour 10 exemplaires).

NUMÉRO SPÉCIAL VACANCES

Le prochain numéro de «Royaliste» est à diffuser largement. Deux méthodes pour cela :

- Donnez-nous les noms et adresses de personnes auxquelles nous l'enverrons (joindre 3 F par adresse pour couvrir nos frais)
- Commandez-nous des exemplaires que vous diffuserez vous-même. Tarif : 5 ex. : 15 F, 10 ex. : 30 F, 20 ex. : 60 F.

Règlement par timbres ou par chèque à l'ordre de «Royaliste».

CASSETTES

Vient de paraître «Radioscopie» de la Comtesse de Paris, par Jacques Chancel. Reste toujours disponible la cassette de la radioscopie du comte de Paris. Chaque cassette : 60 F franco.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (35 F), 6 mois (65 F), un an (110 F), de soutien (250 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Un Prince n'est pas le symbole d'un passé révolu, ni un homme politique parmi d'autres : par tradition, par situation, il porte témoignage de l'unité possible, demeure présent comme recours pour la nation tout entière, par delà les partis et les intérêts qui s'opposent. C'est dire que l'article publié par le comte de Paris dans «Le Monde» n'intéresse pas les seuls royalistes, mais l'ensemble des Français : quels que soient leurs engagements, comment ne seraient-ils pas sensibles à ce regard porté sur la société par un homme libre de toute attache de classe et de parti ? Situation unique, inimitable, qui permet au Prince de dire la France mieux que tout autre, en se préparant à l'exprimer si les Français y consentent.

Mais cette pleine liberté n'est pas d'indifférence, elle ne conduit pas le Prince à une attitude de neutralité politique perpétuelle. Le comte de Paris n'a cessé, tout au long de sa vie, d'indiquer des directions, de former des projets, de faire des choix selon sa vocation d'arbitre et dans le souci de l'unité qui lui est propre. Aussi le comte de Paris se garde-t-il d'intervenir dans les conflits électoraux, qui portent en eux la division et l'exclusion, pour mieux exprimer son jugement sur les projets qui concernent l'ensemble des Français - notamment ceux qu'avait formé et réalisé le général de Gaulle.

Ce libre jugement ne peut être confondu avec une quelconque «prise de position» ou de parti, selon les clivages habituels de notre vie politique. Ce n'est pas parce que le comte de Paris s'était déclaré favorable à la politique gaullienne qu'il pouvait être rangé dans le gaullisme partisan; ce n'est pas parce que le Prince se montre aujourd'hui favorable aux orientations générales de l'actuel Président de la République qu'il peut être tenu pour «socialiste». Ranger le comte de Paris dans un camp serait ne rien comprendre au principe qu'il incarne. D'ailleurs, l'article du «Monde» montre clairement que c'est le souci de l'unité qui inspire les réflexions du Prince, et non la préférence pour un parti.

C'est bien ce souci de l'unité qui inspire son analyse des institutions de la 5ème République, fondée sur l'idée de légitimité et dans l'intention de réconcilier la tradition monarchique et la tradition républicaine. Et c'est en fonction de cette unité, dont la 5ème République posait partiellement les conditions, que le comte de Paris critique la déviation pratique qui fait à nouveau de l'Etat l'enjeu de la lutte entre les partis.

le souci de l'unité



par
bertrand
renouvin

On comprend dès lors que le Prince ait choisi l'abstention le 10 mai 1982, tout en marquant sa défiance à l'égard des partisans du statu quo : il s'agissait alors de préserver l'idée d'unité, de rappeler l'essentiel de cette tradition gaullienne qui est, fondamentalement, une tradition capétienne. Mais cette distance n'a pas empêché le comte de Paris de comprendre les raisons profondes de la décision d'une majorité de Français. Au contraire, il a fort bien discerné que, au-delà des questions de programme, cette majorité, pas seulement électorale, ressentait «le besoin de retrouver ses racines, de renouer les liens sociaux qu'une certaine logique économique a distendus ou cassés.» C'est en ce sens que le vote du 10 mai manifesta une espérance et que, dans cette nuit étonnante, les Français exprimèrent plus un sentiment de délivrance que de triomphe partisan. Percevant la profondeur de ce mouvement, le Prince n'en oublie pas pour autant ceux qui éprouvent depuis des craintes et de l'amertume : réaction inévitable puisque «personne n'est en mesure de régler l'alternance», d'incarner «la permanence qui assurerait les uns en rassurant les autres».

C'est encore le souci de l'unité qui guide le Prince dans son analyse de l'action présidentielle, positive dans sa volonté

d'arbitrage, dans son effort de redressement économique - même s'il n'est pas encore évident - et de réformes structurelles qui seront utiles si elles sont effectivement mises au service de la nation et non des féodalités partisans ou administratives. Mais il y aurait de la mauvaise foi à voir dans cette approbation nuancée un «ralliement» opportuniste au Président de la République ou au parti socialiste. Même si M. Mitterrand «n'a pas commis de faute majeure», même si le changement est nécessaire, le projet politique actuel se heurte déjà à des limites qui tiennent aux conditions du dialogue politique et social et qui rendent insuffisantes les réformes en cours. Le comte de Paris montre en effet que, dans un système où personne ne préside à l'alternance, le dialogue politique fait place à l'affrontement, surtout lorsque trop d'intérêts privés se sentent menacés. De même, le dialogue social se perd dans le choc des égoïsmes corporatifs et «le bien commun n'est plus désiré ni perçu». Il ne faut pas voir dans cette analyse une condamnation de tel ou tel groupe social, mais le constat inquiet de l'éclatement de la société française, du déchirement du tissu social que le Prince soulignait déjà il y a quelques années, et dont le corporatisme n'est que la conséquence.

D'où la nécessité primordiale de reconstituer ce lien social, grâce à un Etat incarnant la «magistrature de l'unité» et sa légitimité populaire, et par un immense effort d'invention. «Inventer un nouveau mode de participation aux décisions, inventer de nouvelles manières de vivre ensemble», dit le Prince, qui entend ainsi poser les conditions d'une nouvelle existence commune, d'un nouveau projet pour la France - tant il est vrai que notre pays ne saurait vivre sans la participation des citoyens, sans un dialogue constant entre le peuple et le pouvoir. Si un peuple devenu absent à lui-même n'était plus en mesure de comprendre et de participer à un projet commun, celui-ci n'aurait plus grand sens, ni aucun fondement.

Tel est l'enjeu, qui est capital. Par sa libre réflexion, par les propositions qu'il se réserve de faire, le comte de Paris demeure étroitement lié au destin de la nation. La permanence du projet qu'il incarne, dans le souci constant de l'unité, représente, pour notre peuple confronté à des épreuves qui mettent en péril son existence même, un signe d'espérance.

Bertrand RENOUVIN